



Données agricoles 1999



 Statistique
Canada Statistics
Canada

Canada

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Février 2000

N° 21-522-XIF au catalogue

Périodicité : occasionnel

ISSN 0835 6254
ISBN 0-660-96307-8

Ottawa

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Introduction

La Division de l'agriculture de Statistique Canada publie les *Données agricoles* afin de faire connaître l'éventail de renseignements que produit le Bureau à l'intention des collectivités agricoles. La présente édition inclut également quelques-uns des résultats de la dernière Enquête financière sur les fermes (1998).

Statistique Canada est un organisme fédéral indépendant qui a pour mandat de recueillir de l'information sur tous les aspects de la société canadienne. Les données sont produites sous forme d'agrégats afin que l'on ne puisse identifier aucun répondant en particulier.

Afin de réduire au minimum le fardeau du répondant, la Division de l'agriculture collabore avec les ministères fédéral et provinciaux de l'agriculture, les organismes statistiques provinciaux et les autres organismes gouvernementaux. Ceci permet d'éviter un dédoublement des efforts et d'exploiter au maximum les sources de données administratives.

Statistique Canada a pour politique de publier l'information relative aux méthodes de collecte et de production des statistiques, ainsi que des évaluations et des mesures de la qualité de chaque programme statistique.

Statistique Canada diffuse les données sous diverses formes. Outre les publications, des totalisations normalisées et spéciales sont offertes. Les données sont disponibles dans Internet et sur disque compact, disquette, imprimé d'ordinateur, microfiche et microfilm, et bande magnétique. Des cartes et d'autres documents de référence géographique sont disponibles pour certains types de données. L'accès direct à des données agrégées est possible par le truchement de CANSIM, la base de données informatisées et le système d'extraction de l'information de Statistique Canada.

Vous pouvez obtenir sur demande un catalogue des produits et des services offerts par la Division de l'agriculture en composant le 1 800 465-1991, ou par télécopieur au 1 (613) 951-3868 ou par courrier électronique à : agriculture@statcan.ca.

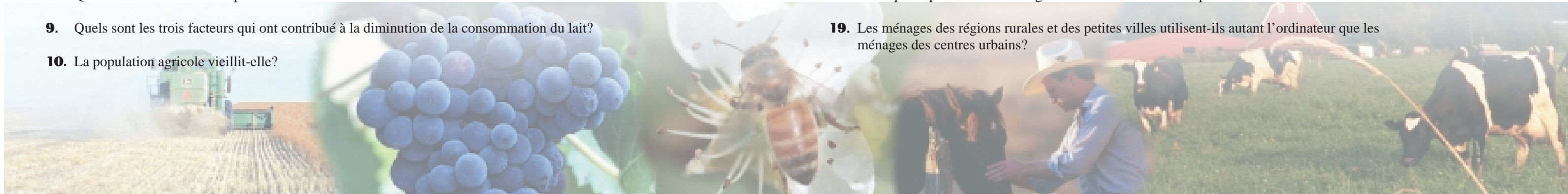


Jeu-questionnaire sur l'agriculture

1. Quel pays produit le plus de blé au monde?
2. Quel pays exporte le plus de blé dans le monde?
3. Quelle part du vin vendu au Canada provient de vignobles canadiens?
4. Comment se porte le secteur bovin au Canada depuis le Recensement de 1996?
5. Que se passe-t-il au juste dans l'industrie porcine du Canada?
6. À quelle période de l'année trouve-t-on le plus de moutons et d'agneaux dans les fermes?
7. Quel aliment est devenu un substitut commun des pommes de terre?
8. Quelle viande est encore la plus consommée au Canada?
9. Quels sont les trois facteurs qui ont contribué à la diminution de la consommation du lait?
10. La population agricole vieillit-elle?

Jeu-questionnaire sur l'agriculture

11. Quel type de ferme vient en tête de liste pour l'actif?
12. Dans quelle province les fermes ont-elles l'actif le plus élevé?
13. Quel est le rapport entre la valeur nette et la taille de la ferme?
14. Quels types de fermes ont le plus investi, en moyenne?
15. Les dépenses pour les achats de biens en immobilisation ont-elles augmenté?
16. Quels étaient les principaux postes d'investissement?
17. Quelle a été l'évolution des liquidités des fermes de 1997 à 1998?
18. Dans quelle province la dette agricole en cours était-elle la plus élevée en 1998?
19. Les ménages des régions rurales et des petites villes utilisent-ils autant l'ordinateur que les ménages des centres urbains?



Quel pays produit le plus de blé au monde?

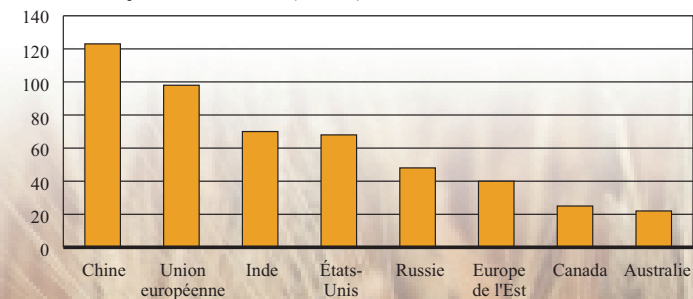
Si vous avez répondu que le Canada est le premier producteur de blé, alors votre réponse est inexacte. Si vous avez dit les États-Unis, c'est également faux. C'est la République populaire de Chine qui tient la première place dans le monde pour la quantité de blé produit.

En plus d'être le plus grand producteur de blé, la Chine est aussi le pays qui en utilise le plus. Ce pays doit souvent importer du blé pour satisfaire le marché intérieur. Pendant la campagne agricole de 1997-1998, la Chine a produit plus de 123 millions de tonnes de blé et en a consommé 2 millions de tonnes de plus, qu'elle a dû importer.

Les pays qui cultivent du blé utilisent une grande partie de leur production. La production mondiale de blé atteint environ 600 millions de tonnes par année, mais à peine 100 millions de tonnes sont exportées vers d'autres pays.

Principaux producteurs de blé au monde

Tonnes de blé produit en 1997-1998 (millions)



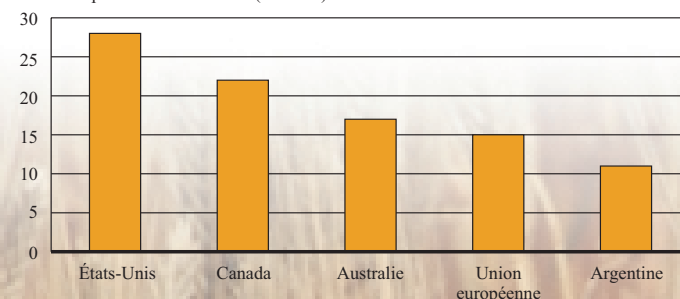
Source : *Le commerce des grains au Canada* (n° 22-201-XPB au catalogue de Statistique Canada)

Quel pays exporte le plus de blé dans le monde?

Le Canada et les États-Unis détiennent des parts importantes du marché mondial d'exportation de blé parce qu'ils sont parmi les plus grands exportateurs. Les échanges mondiaux au cours de la campagne agricole de 1997-1998 ont totalisé 100 millions de tonnes; la part des États-Unis aux exportations était de 28 % et celle du Canada, d'un peu plus de 20 %. Les États-Unis sont le plus grand exportateur au monde depuis quelques années, tandis que le Canada partage le deuxième rang avec l'Australie et l'Union européenne.

Le Canada et les États-Unis sont des leaders dans le commerce du blé

Tonnes exportées en 1997-1998 (millions)



Source : *Grain - World Markets and Trade* (USDA)

Quelle part du vin vendu au Canada provient de vignobles canadiens?

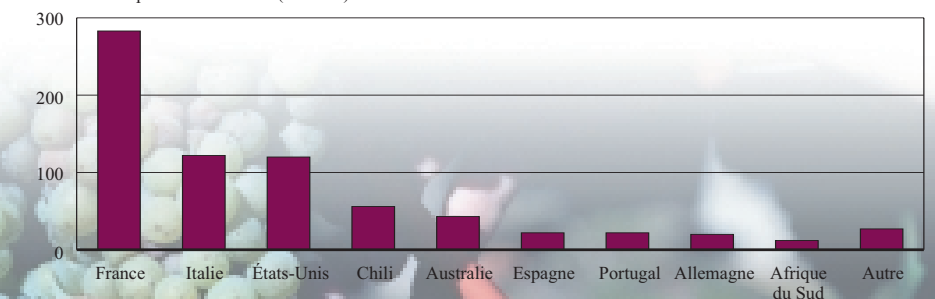
Les entreprises vinicoles canadiennes produisent un peu moins de la moitié du vin vendu au Canada. La part du marché de ces entreprises vinicoles était d'environ 50 % dans les années 80, mais elle représente à peu près 40 % actuellement. Les autres vins vendus au Canada sont importés, surtout de France et, dans une moindre mesure, d'Italie et des États-Unis.

Le premier vignoble commercial du Canada fut planté dans les années 1860 sur l'Île Pelée, dans le lac Érié, et il produit toujours. Toutefois, ce n'est qu'au début du XX^e siècle que la culture de la vigne a pris son véritable essor. Elle

s'est épanouie pendant la période de la prohibition chez nos voisins du sud alors que la consommation du vin, au contraire de celle des autres boissons alcooliques, était acceptée par la société. En 1927, il y avait déjà 60 entreprises vinicoles en activité dans le sud de l'Ontario et toutes produisaient le vin à haute teneur en alcool (au moins 20 %) réclamé par les consommateurs. Plusieurs de ces entreprises ont disparu depuis, alors que d'autres se sont solidement implantées. Une soixantaine d'entreprises vinicoles sont toujours en activité au Canada, mais les quatre plus importantes ont la quasi-totalité de la production.

Les vins de France figurent en tête de liste des importations

Valeur des importations en 1998 (millions)



Source : *Données sur le commerce des marchandises* de Statistique Canada, Recensement des industries manufacturières, Matrice 9550 dans CANSIM

Comment se porte le secteur bovin au Canada depuis le Recensement de 1996?

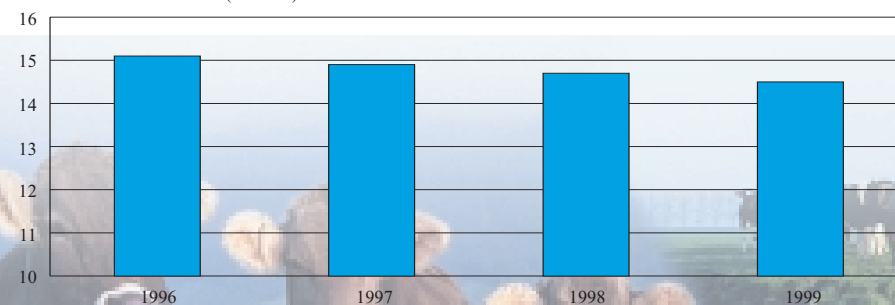
Le secteur bovin traverse actuellement une phase de contraction cyclique qui suit la plus longue phase d'expansion qui ait jamais été consignée. Le troupeau de bovins a atteint en 1996 un sommet de 15,1 millions de têtes, qui couronnait une reprise à la suite du fléchissement des stocks au milieu des années 80; il est en régression depuis ce temps.

Le troupeau de bovins du Canada a diminué en 1999, pour une troisième année d'affilée depuis 1996. Le nombre total estimatif de bovins et de veaux au 1^{er} juillet 1999 était de 14,5 millions de têtes, soit 1,4 % de moins que les 14,7 millions de têtes de juillet 1998.

La diminution des stocks a coïncidé avec des efforts de marketing énergiques et une diminution des effectifs de bovins reproducteurs destinés à la reconstitution du troupeau. Les approvisionnements abondants de bœuf en Amérique du Nord, la diminution des exportations internationales et la faiblesse des prix depuis 1993 ont fait fondre les bénéfices des producteurs. Après les bas prix connus en 1996, les prix du marché se sont améliorés en 1997 et 1998, mais ils demeurent bien en deçà des sommets de 1993.

Bovins et veaux, stocks au 1^{er} juillet - Canada

Nombre de bovins et veaux (millions)



Source : Statistiques du bétail - Reliure (n° 23-603-UPF au catalogue de Statistique Canada)

Que se passe-t-il au juste dans l'industrie porcine du Canada?

La production de porcs a augmenté rapidement. L'accélération des changements technologiques, conjuguée à l'amélioration des pratiques de gestion, ont permis aux producteurs d'être beaucoup plus efficaces. Les exportations de porcs ont fluctué, le nombre de porcs mis sur le marché a monté en flèche et est retombé et, au cours des deux dernières années, les prix du porc ont tellement régressé que certains producteurs ont dû fermer leurs portes.

En général, le cycle de la production porcine dure quatre ans et est caractérisé par les fluctuations du marché. L'expansion a été soutenue par les exportations d'animaux vivants et de viande de porc. La production trimestrielle du Canada dépasse maintenant les 12 millions de porcs.

La production porcine, qui se faisait autrefois dans une multitude de petites fermes familiales au Canada, est concentrée, depuis la fin des années 90, dans

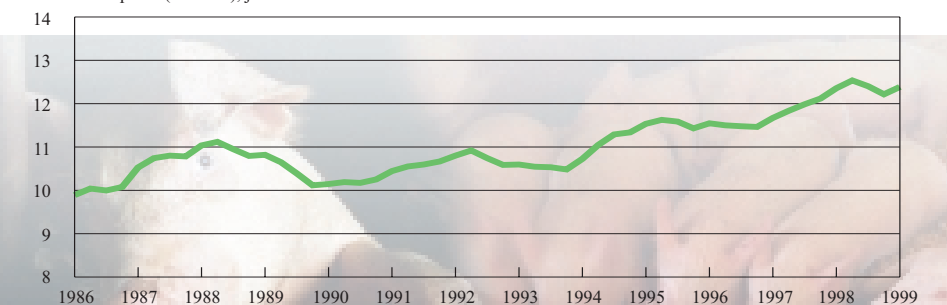
un nombre plus restreint de grandes fermes. Aujourd'hui, beaucoup de producteurs pratiquent l'agriculture à contrat : certains se concentrent dans l'élevage de truies pour la production de porcelets; d'autres ont des porcheries strictement pour l'engraissement des porcs; d'autres encore ne gardent que les plus gros porcs pour la finition avant de les mettre sur le marché.

Le Canada exporte du porc vers plus de 80 pays. Il continue de miser sur sa réputation de produire du porc de haute qualité, lequel est élevé selon des normes de santé et de sécurité très strictes.

À l'automne 1999, une des plus grandes usines de transformation du porc au monde ouvrira ses portes dans l'Ouest canadien. D'autres usines de transformation au Canada ont aussi pris de l'expansion en prévision d'une augmentation de leur part du marché.

Stocks de porcs, Canada, 1986 à 1999

Nombre de porcs (millions), juillet



Source : Statistiques du bétail - Reliure (n° 23-603-UPF au catalogue de Statistique Canada)

À quelle période de l'année trouve-t-on le plus de moutons et d'agneaux dans les fermes?

Le nombre de moutons dans les fermes du Canada varie avec les saisons. Les stocks de moutons connaissent des fluctuations cycliques. L'été est la saison de pointe puisque la plupart des agneaux naissent au printemps. Les moutons et les agneaux sont mis sur le marché plus tard dans l'année, de sorte que les nombres totaux sont plus bas en hiver.

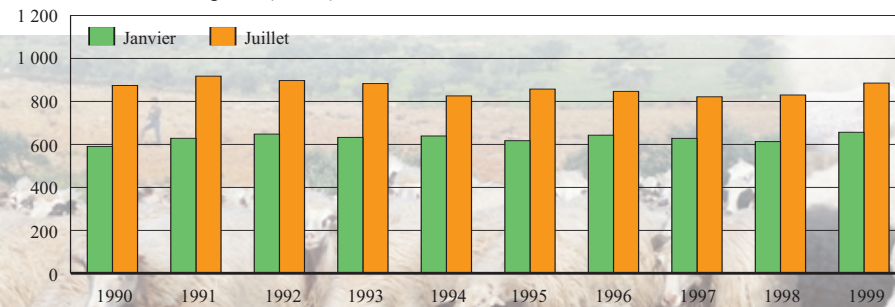
Les moutons sont élevés pour leur laine et leur chair. Les éleveurs ont grossi leurs troupeaux tout au long des années 90, d'où l'augmentation du nombre moyen de moutons par ferme. Les stocks totaux estimatifs de moutons et

d'agneaux se situent maintenant à 885 400 têtes. La plupart des moutons sont élevés en Alberta, en Ontario et au Québec.

La production des fermes a augmenté de plus de 6 % pendant les années 90. Les exportations d'animaux vivants ont aussi augmenté en nombre et en valeur.

Stocks «cycliques» saisonniers de moutons, 1986 à 1999

Nombre de moutons et d'agneaux (milliers)



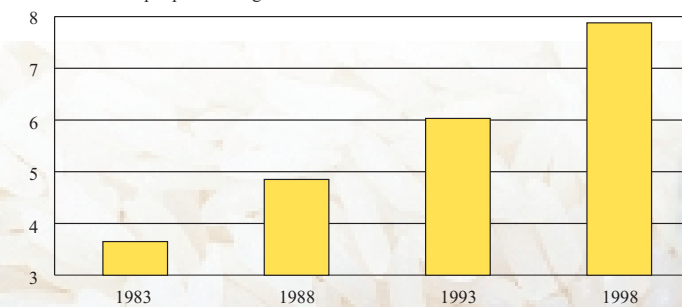
Source : Statistiques du bétail - Reliure (n° 23-603-UPF au catalogue de Statistique Canada)

Quel aliment est devenu un substitut commun des pommes de terre?

Les consommateurs achètent plus de riz pour remplacer les pommes de terre et d'autres plats d'accompagnement. La consommation du riz a plus que doublé au cours des 15 dernières années, en partie grâce à l'abondance du choix de produits préparés et préemballés et en partie grâce à l'augmentation de la demande d'une population croissante d'origine asiatique. Les Canadiens se sont aussi laissés séduire par la cuisine ethnique, qui comprend souvent du riz ou d'autres céréales.

La consommation du riz augmente

Consommation par personne kg/année - Canada



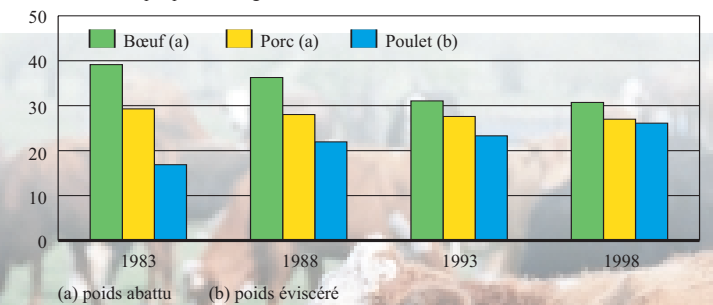
Source : Consommation des aliments au Canada, partie I (n° 32-229-XPB au catalogue de Statistique Canada)

Quelle viande est encore la plus consommée au Canada?

La baisse modérée de la consommation de bœuf depuis plusieurs années est peut-être en train de s'amenuiser. La demande de porc a marqué une hausse de 6,5 % de 1997 à 1998. Les consommateurs estiment que le poulet est un choix santé et apprécient le nombre croissant de produits préparés et préemballés. Mais le bœuf demeure la viande que préfèrent les Canadiens.

La viande préférée des Canadiens

Consommation par personne kg/année



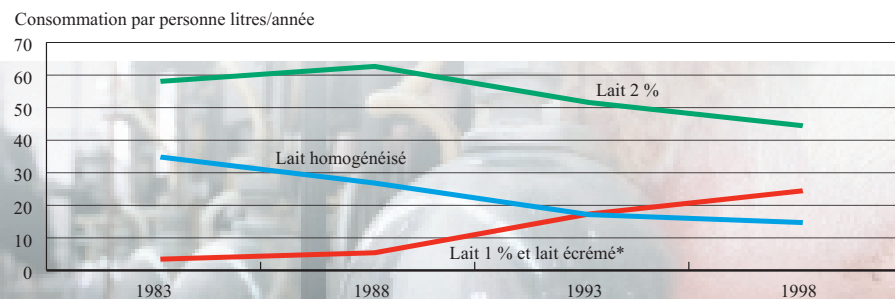
Source : Consommation des aliments au Canada, partie I (n° 32-229-XPB au catalogue de Statistique Canada)

Quels sont les trois facteurs qui ont contribué à la diminution de la consommation du lait?

Les consommateurs, soucieux de leur consommation de gras, sont de plus en plus nombreux à opter pour le lait allégé plutôt que pour le lait entier. La diminution générale de la consommation de lait peut être attribuable à divers facteurs, y compris au fait que la population est vieillissante

et qu'il y a moins d'enfants, que la population ethnique grandissante n'a pas l'habitude de boire autant de lait et que le consommateur préfère d'autres boissons, comme les boissons gazeuses et les jus.

Baisse de consommation du lait, Canada



* Lait 1 % : données non disponibles avant 1990.

Source : *Consommation des aliments au Canada, partie I* (n° 32-229-XPB au catalogue de Statistique Canada)

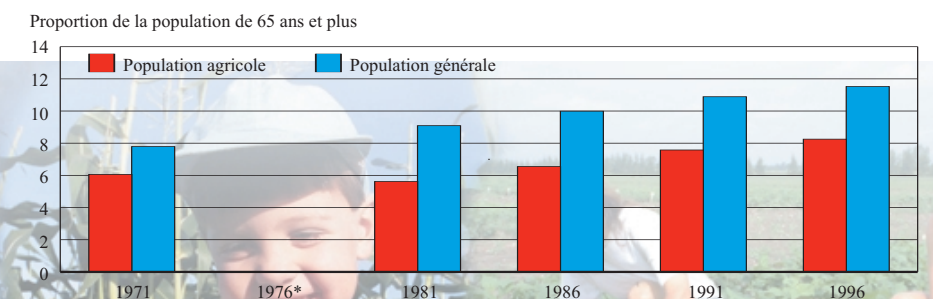
La population agricole* vieillit-elle?

Tout comme la population générale, la population agricole vieillit. Les personnes de 65 ans et plus formaient 8,3 % de la population agricole en 1996, comparativement à 6,1 % en 1971. Pendant cette période de 25 ans, la proportion de personnes de 65 ans et plus dans la population générale a progressé un peu plus vite, passant de 7,8 % à 11,5 %.

Par contre, la proportion d'enfants de moins de 15 ans a diminué. Ils représentaient 24,3 % de la population agricole totale en 1996, ce qui constitue un recul comparativement à 32,3 % en 1971. Dans la population générale, le recul a été plus marqué : la proportion d'enfants de moins de 15 ans est passée de 29,7 % en 1971 à 20,6 % en 1996.

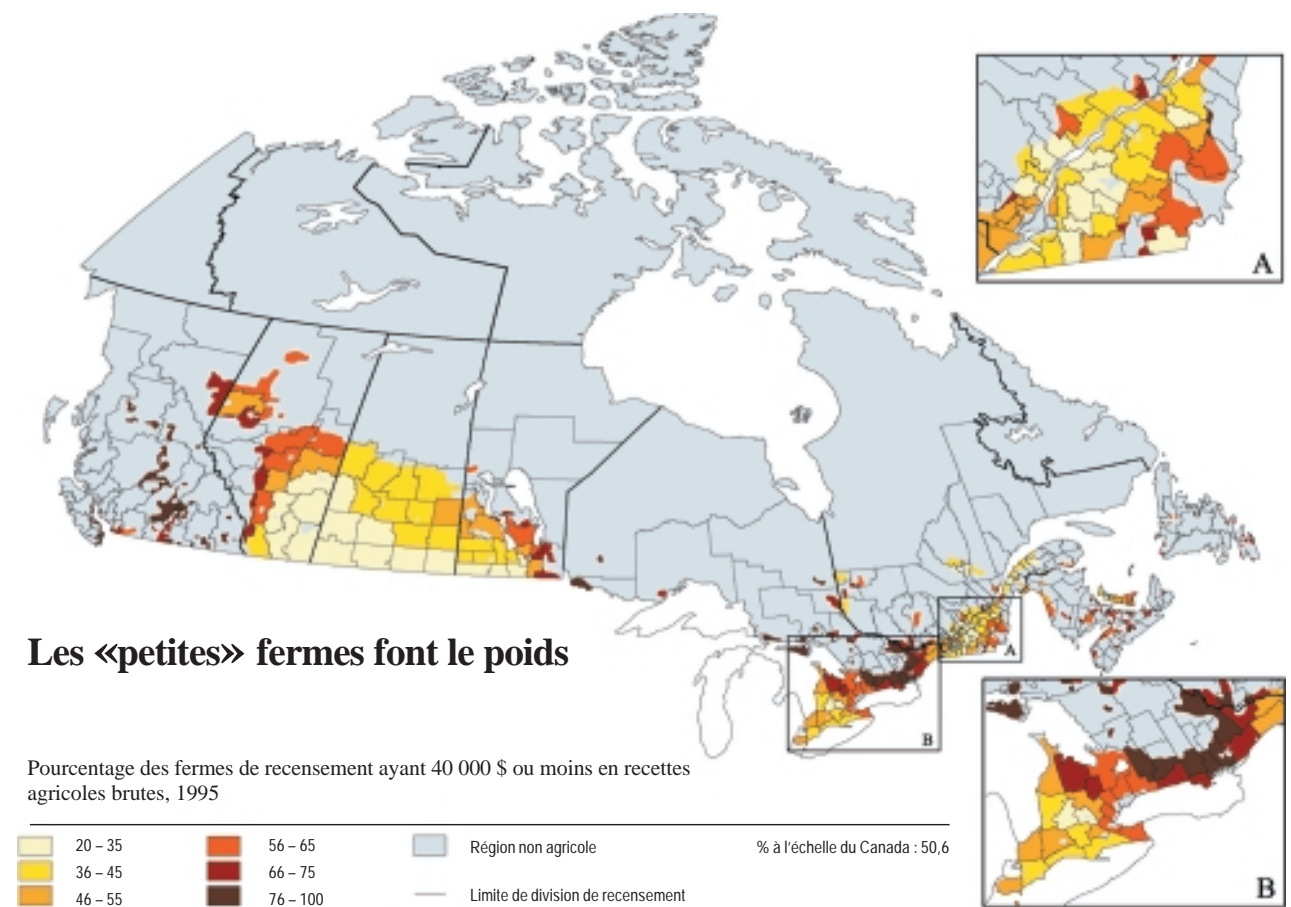
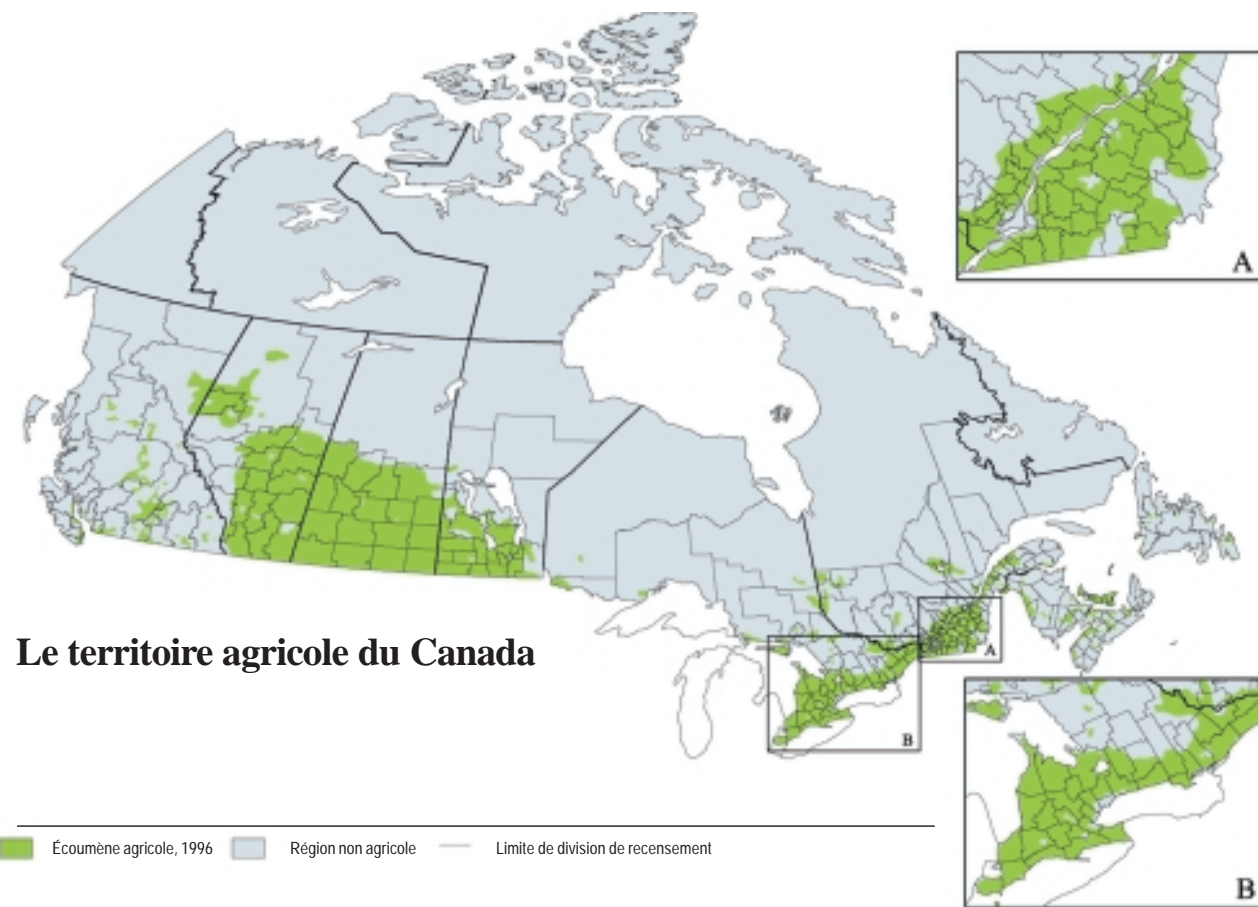
* Font partie de la population agricole tous les ménages dont un des membres exploite une ferme de recensement. Lorsque cet exploitant prend sa retraite, le ménage est classé parmi la population non agricole. La population agricole semble compter moins de gens âgés que la population générale car, pour faire partie de la population agricole, un des membres du ménage doit participer activement à l'exploitation d'une ferme de recensement.

Les populations agricole et générale vieillissent



* La base de données pour le couplage agriculture-population n'a pas été produite en 1976.

Source : *Bases de données du couplage agriculture-population*



Quel type de ferme vient en tête de liste pour l'actif?

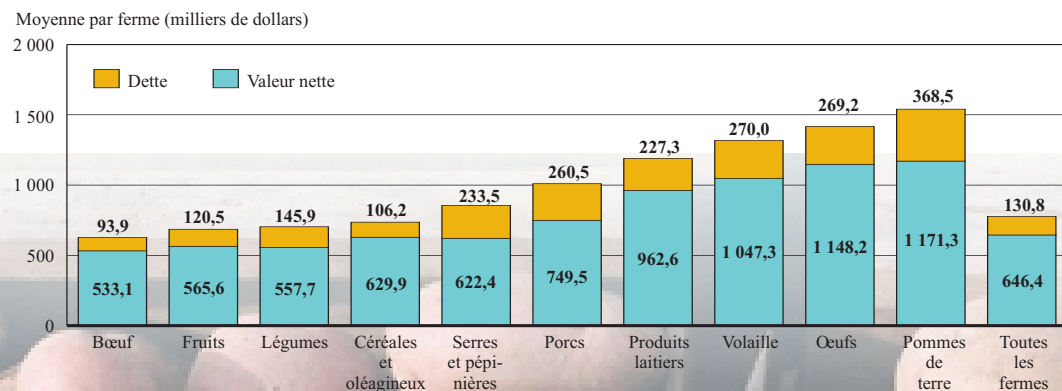
En 1997, les fermes de culture de pommes de terre avaient la valeur moyenne la plus élevée pour l'actif total (un peu plus de 1,5 million de dollars), le passif (environ 368 000 \$) et la valeur nette (environ 1,2 million de dollars). En général, les fermes de culture de pommes de terre sont de grandes fermes, et elles ont des recettes agricoles brutes moyennes d'environ 455 000 \$. La moyenne pour l'ensemble des fermes était de seulement 176 000 \$.

La dette des fermes de culture de pommes de terre a augmenté considérablement (29 %), et le ratio d'endettement était élevé (24 %), mais cela ne les a pas

empêchées d'accroître leur valeur nette (l'actif moins la dette) de plus de 9 % entre 1995 et 1997.

La valeur de l'actif net, de l'actif et de la dette des fermes en régime de gestion de l'offre (lait, volaille, œufs) a aussi tendance à dépasser celle des autres types de fermes, en partie en raison de la valeur des contingents. Le contingent est le droit de vendre ou de livrer un produit, et il est obligatoire pour qui veut faire des affaires en régime de gestion de l'offre.

Les fermes de culture de pommes de terre ont déclaré la valeur moyenne la plus élevée pour l'actif*, la dette et la valeur nette en 1997



* Actif = Dette + Valeur nette

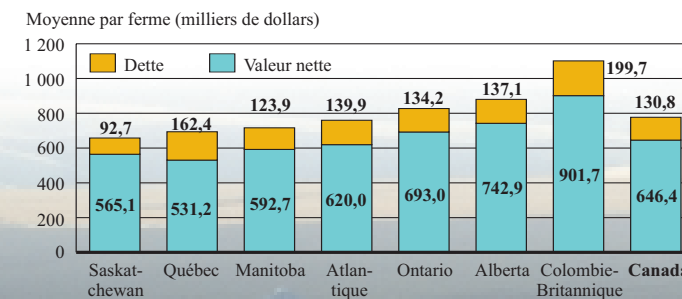
Source : Enquête financière sur les fermes (n° 21F0008XIB au catalogue de Statistique Canada)

Dans quelle province les fermes ont-elles l'actif le plus élevé?

C'est la Colombie-Britannique qui avait la valeur moyenne la plus élevée pour l'actif total. Le niveau élevé de la valeur marchande des terres et des bâtiments agricoles expliquait le plus clair de la différence (valeur marchande moyenne de 710 000 \$, comparativement à la moyenne nationale de 404 000 \$). La valeur moyenne des contingents était également élevée en Colombie-Britannique par rapport à la moyenne nationale.

Dans la plupart des provinces, l'actif total moyen était plus élevé en 1997 qu'en 1995. L'actif total moyen a augmenté de 12 % en Ontario et de 7 % en Alberta, ce qui est, dans les deux cas, supérieur à la hausse de 6 % de la moyenne nationale. L'augmentation de 1 % pour la Colombie-Britannique était inférieure à la moyenne nationale.

La Colombie-Britannique avait l'actif* moyen le plus élevé en 1997



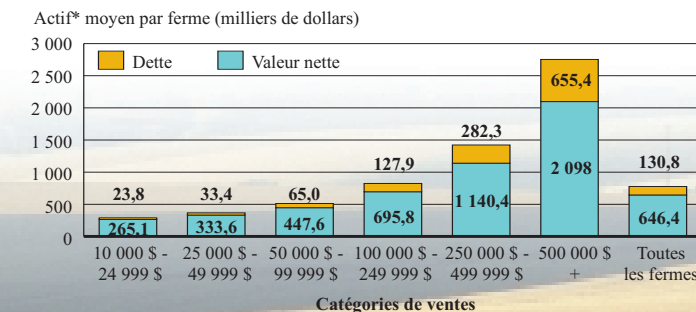
* Actif = Dette + Valeur nette

Source : Enquête financière sur les fermes (n° 21F0008XIB au catalogue de Statistique Canada)

Quel est le rapport entre la valeur nette et la taille de la ferme?

Une façon de classer les fermes par taille consiste à les grouper en fonction des recettes agricoles brutes provenant de la vente de produits ou de services agricoles. En général, l'actif, la dette et la valeur nette augmentent avec la taille des fermes, mesurée selon cette formule.

L'actif* moyen est plus élevé pour les fermes ayant des ventes plus élevées, 1997



* Actif = Dette + Valeur nette

Source : Enquête financière sur les fermes (n° 21F0008XIB au catalogue de Statistique Canada)

Quels types de fermes ont le plus investi, en moyenne?

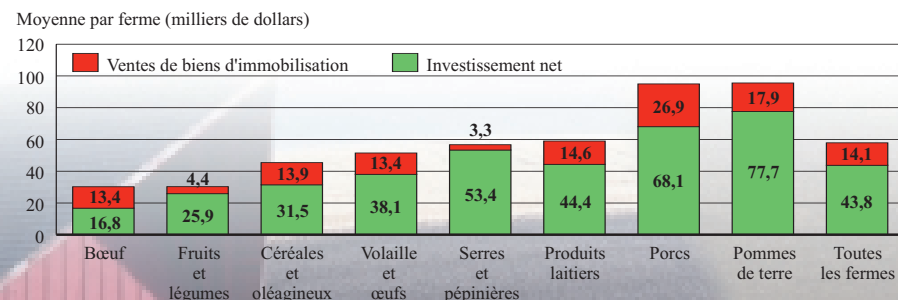
Les fermes de culture de pommes de terre avaient les plus grandes dépenses moyennes pour les achats de biens en immobilisation. Environ la moitié de ces dépenses étaient liées aux machines et au matériel agricoles (surtout des tracteurs, du matériel de récolte, des camions, des cultivateurs, du matériel de labour et du matériel d'ensemencement). L'achat de biens immobiliers agricoles, ainsi que la construction et la rénovation de bâtiments agricoles, arrivent au deuxième rang en ce qui a trait aux dépenses d'investissement. Les fermes de culture de pommes de terre qui ont fait des investissements ont dépensé deux fois plus en 1997 qu'en 1995.

Les fermes porcines, au deuxième rang, suivaient de près les fermes de culture de pommes de terre pour ce qui est du montant moyen dépensé en achats de

biens en immobilisation. En 1997 (comme en 1995 et 1993), les fermes porcines ont été proportionnellement plus nombreuses que les autres types de fermes (sauf les fermes laitières) à effectuer des achats de biens en immobilisation.

Une bonne part de l'augmentation des dépenses des fermes porcines est attribuable à la construction ou aux rénovations importantes de bâtiments agricoles, comme les porcheries. Les fermes porcines ont aussi acheté des machines et du matériel, faisant de lourds investissements dans les tracteurs, le matériel de récolte et les camions, ainsi que les cultivateurs, le matériel de labour et le matériel d'ensemencement. Faisaient partie des principaux autres gros achats de biens en immobilisation des fermes porcines, les biens immobiliers agricoles et le bétail de reproduction.

Les fermes de culture de pommes de terre avaient les plus forts investissements bruts* moyens en 1997



* Investissement brut = ventes de biens d'immobilisation + investissement net

Source : Enquête financière sur les fermes (n° 21F0008XIB au catalogue de Statistique Canada)

Quels étaient les principaux postes d'investissement?

Environ la moitié des sommes consacrées aux investissements ont servi à l'achat de machines et de matériel agricoles, surtout des tracteurs, des machines pour la récolte, des camions et des cultivateurs, du matériel de labour et du matériel d'ensemencement. Le montant moyen dépensé par ferme a augmenté de 13 % en 1997 par rapport à 1995.

Les biens immobiliers agricoles sont le deuxième grand poste d'investissement et représentent 15 % de l'investissement total en 1997. L'investissement moyen en immobilier agricole par ferme a augmenté de 16 % par rapport aux niveaux de 1995.

La construction et les rénovations importantes de bâtiments agricoles, où l'investissement moyen par ferme a augmenté de 34 % depuis 1995, arrivent en troisième place pour les investissements.

Les dépenses pour les achats de biens en immobilisation ont-elles augmenté?

Il y a eu moins de fermes canadiennes qui ont fait des achats de biens en immobilisation en 1997 qu'en 1995, mais celles qui ont investi ont dépensé beaucoup plus en 1997 qu'en 1995—38 % de plus—de sorte que le total des investissements a effectivement monté.

L'augmentation de la taille des fermes entre 1995 et 1997 semble être un facteur important de l'accroissement des investissements. En général, les grandes fermes (par catégorie de revenu) ont fait plus d'investissements, et plus les fermes étaient grandes, plus elles ont investi. Cependant, les petites fermes ont consacré une plus forte proportion de leur revenu agricole brut aux immobilisations.

À l'échelle du Canada, l'investissement moyen par ferme a augmenté de 16 % par rapport au niveau signalé en 1995. Au total, l'investissement moyen a augmenté pour tous les postes d'immobilisation sauf pour la construction et la rénovation majeure de maisons, tandis que la proportion de fermes ayant fait des investissements est tombée de 76 % à 64 % pour l'ensemble des fermes.

Source : Enquête financière sur les fermes (n° 21F0008XIB au catalogue de Statistique Canada)

Source : Enquête financière sur les fermes (n° 21F0008XIB au catalogue de Statistique Canada)

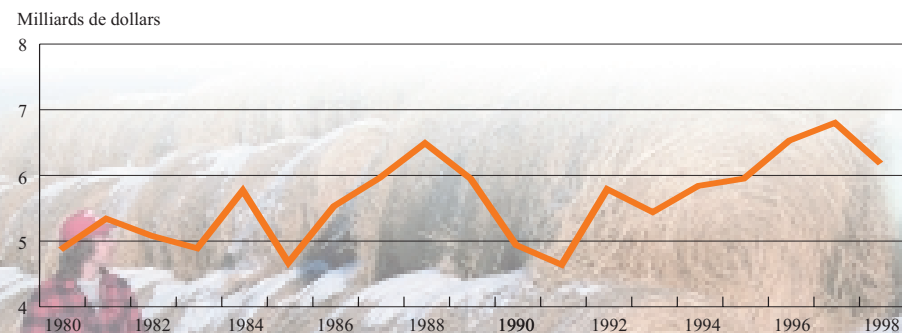
Quelle a été l'évolution des liquidités des fermes de 1997 à 1998?

Le revenu net comptant, soit la différence entre les recettes monétaires agricoles et les dépenses d'exploitation—et un excellent baromètre des liquidités des fermes—a diminué pour la première fois en cinq ans en 1998. Le recul de 9 %, dans une large mesure imputable à la dégringolade des prix du porc et à la léthargie des marchés céréaliers, a constitué la plus forte diminution depuis 1990, année où de nombreux prix de produits ont connu des reculs semblables ou ont stagné.

Le revenu net comptant a été de 6,3 milliards de dollars en 1998, à comparer au niveau record de 6,9 milliards de dollars établi l'année précédente. Pour la première fois en sept ans, les recettes monétaires agricoles ont diminué en 1998, tombant à 29,6 milliards de dollars, tandis que les dépenses d'exploitation ont atteint un niveau record de 23,4 milliards de dollars.

Les provinces des Prairies ont été les plus durement touchées par la faiblesse des prix du porc et des céréales. Le revenu net comptant a chuté de 19 % dans l'ensemble des Prairies, alors que Terre-Neuve et l'Ontario ont enregistré de légers reculs. Les autres provinces ont affiché des gains, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick réalisant les augmentations les plus impressionnantes. Un rebondissement de prix par rapport aux creux historiques de 1997, et l'intensification de la commercialisation des pommes de terre, sont les facteurs qui expliquent la progression du revenu net comptant dans ces provinces.

Revenu net comptant, Canada (\$ courants)



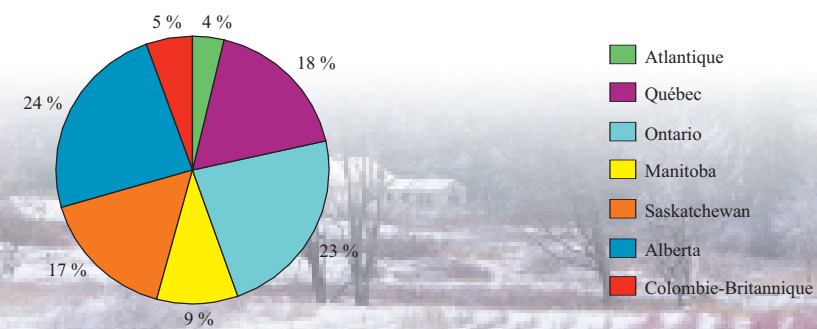
Source : *Statistiques économiques agricoles* (n° 21-603XPF au catalogue de Statistique Canada)

Dans quelle province la dette agricole en cours était-elle la plus élevée en 1998?

La dette agricole, ou la dette en cours, a progressé de 41 % depuis cinq ans. (La dette en cours représente le montant total dû par les producteurs agricoles au 31 décembre. Elle ne comprend pas les prêts garantis par une institution financière.) Au 31 décembre 1998, la remontée constante de la dette agricole en cours depuis 1993 s'est poursuivie, avec une progression de 9 % en 1998 par rapport à un an plus tôt, et a atteint 33,1 milliards de dollars.

Toutes les provinces ont vu augmenter le fardeau de leur dette, mais les augmentations ont été les plus frappantes en Ontario, au Québec et en Alberta. Les agriculteurs de l'Ontario ont emprunté 719 millions de dollars de plus en 1998, tandis que ceux du Québec et de l'Alberta suivaient de près, avec une augmentation de 582 millions de dollars. L'Alberta a eu la plus forte dette depuis 1989 et, en cinq ans, sa dette a progressé de 25 % et atteint presque 8 milliards de dollars.

Répartition provinciale de la dette en cours en 1998



Source : *Statistiques économiques agricoles* (n° 21-603XPF au catalogue de Statistique Canada)

Les ménages des régions rurales et des petites villes utilisent-ils autant l'ordinateur que les ménages des centres urbains?

Il y a 100 ans, les ménages n'avaient pas de téléphone, puis ils ont eu une ligne partagée (un service qu'utilisent encore certains résidents des régions rurales), ensuite une ligne privée et, plus récemment, la possibilité de communiquer par ordinateur depuis la maison. (Selon l'Enquête sur l'utilisation d'Internet à la maison (1997), communiquer par ordinateur veut dire «utiliser un ordinateur relié à un réseau de communication afin, par exemple, d'effectuer des opérations bancaires électroniques, d'utiliser le courrier électronique et de naviguer dans Internet».)

Le nombre total de Canadiens qui ont un ordinateur à la maison augmente. En 1989, 19,4 % des Canadiens avaient un ordinateur à la maison, et cette proportion a atteint 33,2 % en 1994. En 1997, la proportion des ménages canadiens ayant un ordinateur était de 36,4 %.

En 1997, la proportion des ménages dont un membre avait déjà utilisé les communications par ordinateur était de 38,1 %. Dans les régions rurales, elle était de 28,9 %.

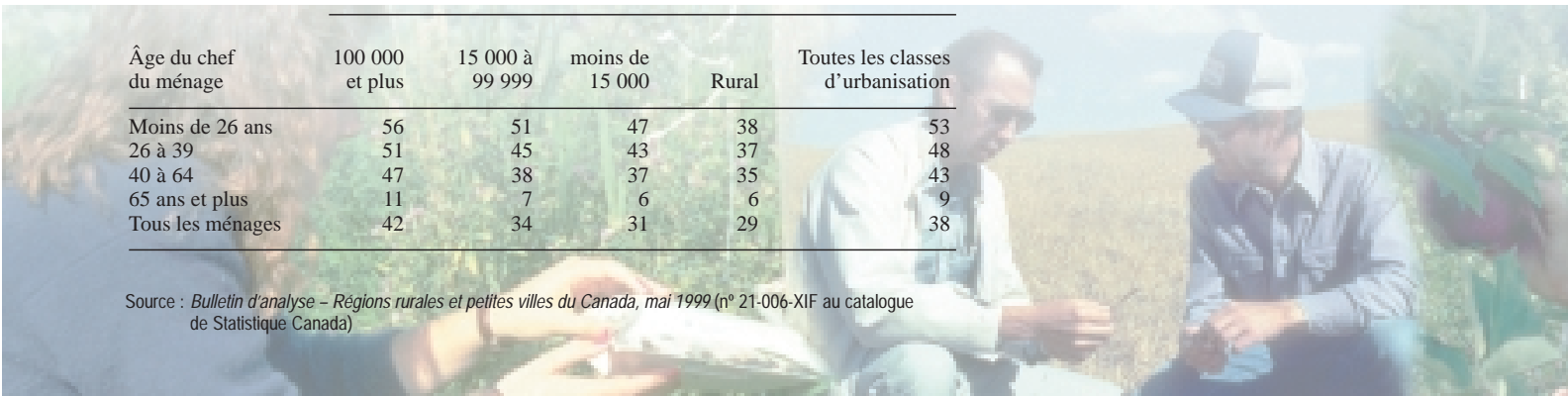
Dans les régions rurales, près d'un ménage sur dix utilise les communications par ordinateur au cours d'un mois type, et près d'un tiers de ce groupe les utilise dans le cadre d'un travail autonome. Il est intéressant de constater que les ménages ruraux sont proportionnellement plus nombreux à utiliser les communications par ordinateur dans l'exploitation de leur entreprise que ceux des petites villes, peut-être parce que les entreprises agricoles utilisent Internet pour obtenir des renseignements sur les prix, la météo, etc.

Pourcentage des ménages dont un des membres a déjà utilisé la communication par ordinateur (à partir d'un lieu ou d'un autre), au Canada, en 1997

Classe d'urbanisation

Âge du chef du ménage	100 000 et plus	15 000 à 99 999	moins de 15 000	Rural	Toutes les classes d'urbanisation
Moins de 26 ans	56	51	47	38	53
26 à 39	51	45	43	37	48
40 à 64	47	38	37	35	43
65 ans et plus	11	7	6	6	9
Tous les ménages	42	34	31	29	38

Source : *Bulletin d'analyse - Régions rurales et petites villes du Canada, mai 1999* (n° 21-006-XIF au catalogue de Statistique Canada)



Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet de la présente publication ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Division de l'agriculture, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : 1 800 465-1991) ou à l'un des centres de consultation régionaux de Statistique Canada :

Halifax	(902) 426-5331	Régina	(306) 780-5405
Montréal	(514) 283-5725	Edmonton	(780) 495-3027
Ottawa	(613) 951-8116	Calgary	(403) 292-6717
Toronto	(416) 973-6586	Vancouver	(604) 666-3691
Winnipeg	(204) 983-4020	Nunavut	(514) 283-5725

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web :

<http://www.statcan.ca>

Un service d'appel interurbain sans frais est offert à **tous les utilisateurs qui habitent à l'extérieur des zones de communication locale** des centres de consultation régionaux.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Numéro pour commander seulement (Canada et États-Unis)	1 800 267-6677
Numéro pour commander par télécopieur seulement (Canada et États-Unis)	1 877 287-4369

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Faites parvenir votre commande à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6; par téléphone, en composant le **(613) 951-7277** ou le **1 800 700-1033**; par télécopieur, en composant le **(613) 951-1584** ou le **1 800 889-9734**; par Internet, en se rendant à order@statcan.ca. Pour tout changement d'adresse, veuillez fournir votre ancienne et votre nouvelle adresse. Vous pouvez aussi vous procurer les publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés, des librairies locales et des bureaux locaux de Statistique Canada.

On peut se procurer ce produit sur Internet (n° 21-522-XIF au catalogue).

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.